



Réunion convoquée par les co-facilitateurs de

La stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies

The United Nations Global Counter-Terrorism Strategy

New York, le 5 mars 2021

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Secrétaire général adjoint,
Excellences,
Chers et chères collègues,

Je remercie le Secrétaire Général pour son rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale et tiens en premier lieu à souligner le plein soutien de la Suisse au processus d'examen de ladite Stratégie. Nous remercions dans ce cadre les deux co-facilitateurs, l'Espagne et le Sultanat d'Oman, qui pourront compter sur notre engagement constant lors des négociations.

Le processus d'examen de la Stratégie est important car il permet aux Etats membres et à l'ONU de prendre acte tant des accomplissements, des défis et des opportunités d'action. La Stratégie demeure pertinente pour prévenir et contrer les menaces actuelles et émergentes. Nous regrettons l'interruption du processus l'année dernière en raison de la pandémie dont les répercussions socioéconomiques pourraient exacerber la menace terroriste à moyen terme, mais nous nous réjouissons d'y prendre part activement cette année. Dans la mesure du possible nous encourageons les co-facilitateurs à tenir informé la société civile sur le déroulement des négociations et à intégrer leurs contributions.

Nous souhaiterions aborder 5 sujets clés lors de l'examen à venir.

Premièrement, il nous importe de maintenir l'acquis des années dernières ainsi qu'une approche intégrée et équilibrée dans la mise en œuvre de chacun des quatre piliers de la Stratégie. Il convient de ne pas négliger le quatrième pilier ! Le droit international, notamment les droits de l'homme et le droit international humanitaire, doivent être respectés lors de l'établissement et la mise en œuvre des mesures antiterroristes. Il est ainsi de la responsabilité de chaque Etat membre d'éviter que ces mesures aient des impacts négatifs sur l'action humanitaire tout comme sur les communautés et la société civile.

Deuxièmement, un accent plus prononcé devrait être mis sur le premier pilier de la Stratégie, en s'attaquant aux conditions propices à la propagation du terrorisme. Le Plan d'action sur la prévention

de l'extrémisme violent et divers documents produits par les Nations Unies fournissent des orientations importantes.

La Suisse reste convaincue que le dialogue, y compris avec la société civile, ainsi que la volonté de promouvoir des solutions innovantes permettant d'éliminer les causes de la violence constituent des réponses centrales face à ces défis.

Le troisième point concerne la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent menant au terrorisme. La radicalisation menant à la violence peut conduire au terrorisme et il s'agit d'un problème global, qui touche tous les pays et toutes les manifestations du terrorisme, indépendamment de l'idéologie politique ou religieuse qui la sous-tend. Il est donc important d'intensifier l'échange d'informations aussi par rapport aux nouvelles tendances de l'extrémisme violent. Cela vaut aussi pour la prévention, le désengagement, et la réintégration. Il est également important de renforcer la coopération internationale, notamment dans la poursuite pénale des actes de terrorisme, tout en respectant l'état de droit.

Le quatrième point concerne le fonctionnement du Bureau de lutte contre le terrorisme. Nous encourageons le Bureau à continuer de clarifier ses rôles et les synergies possibles avec d'autres entités onusiennes du Pacte mondial de coordination contre le terrorisme. Le Bureau a besoin d'un financement adéquat par le budget régulier. Cela permettrait au Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme de se focaliser sur l'assistance technique et le renforcement des capacités. Toute augmentation du budget venant du budget régulier de l'ONU devrait être répercutée de manière égale dans chaque pilier, notamment pour les activités liées aux droits de l'homme, aux questions du genre et à l'inclusion de la société civile. Une pleine prise en compte des efforts effectués par diverses entités au sein du Secrétariat doit aussi être assurée afin d'éviter les duplications.

En dernier lieu, nous saluons le rapport du Secrétaire général afférent aux moyens d'évaluer les incidences de la Stratégie antiterroriste mondiale. Le rapport propose un cadre global de résultats à l'issue du septième examen biennal, définis par des indicateurs clefs de performance et qui intègre un mode de programmation axé sur les droits de l'homme semblable à celui qu'utilisent d'autres entités des Nations Unies. Le cadre des résultats pourrait décrire les produits, les résultats et les effets escomptés de l'exécution des activités relevant des quatre piliers de la Stratégie et ainsi mesurer les progrès accomplis pour chacun d'eux. Ce cadre pourrait ensuite être mis à jour tous les deux ans.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Under-Secretary-General,
Excellencies,
Dear colleagues,

I would like to thank the Secretary-General for his report on the implementation of the United Nations Global Counter-Terrorism Strategy and would like to underline Switzerland's full support for the review process of the Strategy. In this context, we would like to thank the two co-facilitators, Spain and the Sultanate of Oman, who can count on our constant commitment during the negotiations.

The Strategy review process is important because it allows Member States and the UN to take note of achievements, challenges and opportunities for action. The Strategy remains relevant to prevent and counter current and emerging threats. We regret the interruption of the process last year due to the pandemic. The socio-economic impact of the pandemic can exacerbate the terrorist threat in the medium term. We look forward to actively participate in the process this year. To the extent possible we would

like to invite the Co-facilitators to keep civil society informed about the negotiations and to integrate their views.

We would like to address 5 key topics in the upcoming review.

First, it is important for us to maintain the achievements of the last years as well as an integrated and balanced approach in the implementation of each of the four pillars of the Strategy. The fourth pillar should not be neglected! International law, including human rights and international humanitarian law, must be respected in the elaboration and implementation of counter-terrorism measures. It is therefore the responsibility of each Member State to ensure that these measures do not have a negative impact on humanitarian action as well as on communities and civil society.

Second, greater emphasis should be placed on the first pillar of the Strategy, addressing the conditions conducive to the spread of terrorism. The Action Plan on the Prevention of Violent Extremism and various documents produced by the United Nations provide important guidance.

Switzerland remains convinced that dialogue, including with civil society, and the willingness to promote innovative solutions to eliminate the causes of violence are central responses to these challenges.

The third point concerns the prevention and countering of violent extremism that lead to terrorism.. Radicalization to violence can lead to terrorism and is a global problem, affecting all countries and all manifestations of terrorism, regardless of the political or religious ideology behind it. It is therefore important to intensify the exchange of information also in relation to new trends of violent extremism. This also applies to prevention, disengagement and reintegration. It is also important to strengthen international cooperation, particularly in the criminal prosecution of terrorist acts, while respecting the rule of law.

The fourth point concerns the functioning of the Office of Counter-Terrorism. We encourage the Office to continue to clarify its roles and possible synergies with other United Nations entities of the Global Counter-Terrorism Coordination Compact. The Office needs adequate funding from the regular budget. This would allow the United Nations Counter-Terrorism Centre to focus on technical assistance and capacity-building. Any increase of the budget coming from the regular budget of the UN should be equally allocated to each pillar, including for activities related to human rights, gender and the inclusion of civil society.. Furthermore, the efforts made by various entities within the Secretariat should be fully taken into account in order to avoid duplication.

Finally, we welcome the Secretary-General's report on ways to assess the impact of the Global Counter-Terrorism Strategy. The report proposes a comprehensive results framework for the seventh biennial review, defined by key performance indicators and incorporating a human rights-based approach to programming similar to that used by other United Nations entities. The results framework could describe the expected outputs, outcomes and impacts of the implementation of activities under the four pillars of the Strategy and thus measure progress for each of them. The framework could then be updated every two years.

Thank you.